

AGS ET POUVOIR D'ACHAT

Le 15 février se tiendra la 2^{ème} réunion de négociation annuelle pour les salaires. La direction a l'habitude de présenter des montants AGS tronqués. **Ses 2 méthodes pour cela sont :**

1) Ne pas tenir compte des dates effectives d'augmentation AGS

Année	Annonces Direction	Valeurs réelles annuelles
2000	1,5%	1,04%
2001	2,5%	1,63%
2002	2%	1,09%
2003	2%	1,17%
2004	2%	1,5%
2005	2,1%	1,53%
2006	1,6%	0,99%
2007	1,5%	0,96%

La direction laisse sous-entendre que les chiffres d'AGS annoncés portent sur l'ensemble de l'année, ce qui est faux.

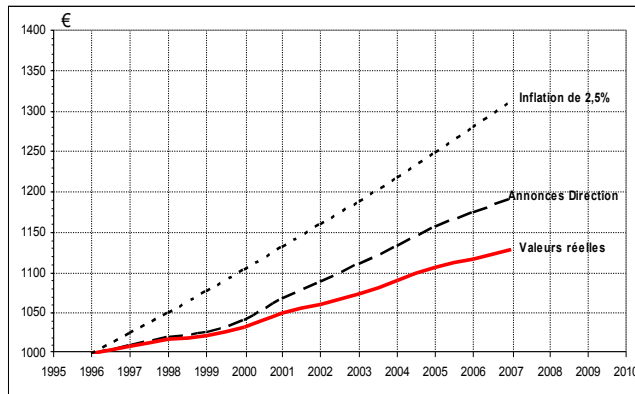
Le tableau montre l'historique depuis 2000.

2) Inventer le concept de l'augmentation globale

La direction additionne les AGS, les Promotions et augmentations individuelles puis divise par le nombre de salariés. Pour 2007, les APR et les ETAMS « auraient » donc tous été augmentés de 3,6 %, ce qui est faux.

L'écart se creuse donc au fil des ans entre les AGS données par la direction et le pouvoir d'achat.

**IL Y A URGENCE À UNE
REVALORISATION UNIFORME
DES SALAIRES DE 230€ ET
D'UN MINIMUM DE 5% POUR
LES AGS**



Seule la mobilisation du plus grand nombre peut peser sur le déroulement des négociations à venir. C'EST POURQUOI SUD VOUS APPELLE À DÉFENDRE VOTRE POUVOIR D'ACHAT EN VENANT SUR VOS 20 MINUTES DE PAUSE :

**LE MARDI 29 JANVIER À 9 H
DANS LE HALL DE LA RUCHE**

LES CAISSES SONT PLEINES : LA DIRECTION DOIT PARTAGER

LA QUESTION DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT EST DEVENUE SENSIBLE

Si pendant de nombreuses années, l'inflation a été camouflée par un indice INSEE qui arrangeait politiques et entreprises, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Pourquoi ? La position n'est plus tenable tant les augmentations sont fortes et apparentes. Le parlement Européen indique lui-même que notre continent entre dans une période inflationniste et nombre d'économistes révisent leurs analyses pour dénoncer le déficit salarial de cette dernière décennie.

Aujourd'hui, l'attente et les tensions autour du pouvoir d'achat devraient pousser les salariés avec l'aide des organisations syndicales à obtenir davantage. Chez RENAULT, face au discours traditionnellement morose de la direction, contre la toujours nécessaire mise en avant des difficultés liées à la concurrence ou les augmentations du coût des matières premières, il est impératif de porter largement les efforts fondamentaux accomplis par tous les salariés.

Même en situation d'instabilité, avec un plan 2009 très ambitieux, l'entreprise a dépassé ses objectifs pour être au rendez-vous de la MOP annoncée. Les perspectives de dividendes n'ont jamais été contrariées, alors **pourquoi les salariés n'auraient pas droit à leur part de richesse ?**

SUD DIT ATTENTION

AU PIEGE DES COMPENSATIONS INDIRECTES

Pas question de détourner les exigences des salariés avec des déviations savantes comme le développement des salaires indirects, primes exceptionnelles ou primes de rendement liées à l'atteinte d'objectifs ! Encore pire : le rachat de RTT et heures supplémentaires sont possibles depuis le changement de la réglementation. Et n'oublions pas les arguments d'épargne salariale, plan d'épargne retraite ou PERCO, bonus défiscalisés de 1000 euros prévu par la loi sur le pouvoir d'achat dont l'examen a débuté le 24 Janvier au Sénat....

RENAULT commence d'ailleurs déjà à présenter le rachat des RTT comme une opportunité pour le personnel !

Nous ne devons pas accepter de vendre les quelques jours de congés qu'un pitoyable accord central nous a imposé, pour acheter notre pain, notre essence ou payer notre loyer.

Exigeons l'augmentation de notre salaire. L'AGS, c'est ce qui tombe dans notre porte-monnaie, c'est le fruit direct et non négociable de notre travail, c'est ce qui nous servira à faire face aux multiples augmentations du coût de la vie.

**Solution unique pour reprendre durablement quelques points de pouvoir d'achat :
AGS + 5% pour tous dès le 1^{er} Février avec un talon minimum de 230 euros**

Avec cette revalorisation, notre base brute permettrait d'établir une nouvelle assiette de calcul pour tout : primes, augmentations individuelles, cotisations retraites...

Et puis n'oublions jamais qu'un bon salaire, c'est une bonne retraite.

Notre future retraite ne sera pas calculée à partir des intéressements divers et variés, mais à partir des cotisations versées qui feront des trimestres validés.

L'endettement de RENAULT est nul. Pendant que les hauts dirigeants servent des jetons de présence à un conseil d'administration et des stock-options au PDG, les salariés se serrent la ceinture !

Pourtant, qui fabrique les richesses de cette entreprise ? Où sont passés les profits engrangés depuis des années par RENAULT ? A qui profitent les exonérations massives de charges patronales, de ristournes CRAMIF, et autres avantages fiscaux ? A la seule redistribution vers les actionnaires.

SUD réclame que RENAULT donne du vrai pouvoir d'achat à ses salariés